

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Uranium-Les-sites-tregorrois-posent-question>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau
en action > Campagnes et mobilisations nationales > Campagnes et mobilisations 2015 > Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés ! > Blog de campagne > **Uranium. Les sites trégorrois posent question**

19 décembre 2013

Uranium. Les sites trégorrois posent question

Faut-il s'inquiéter des anciens sites uranifères dans le Trégor ? C'est la question que pose « Sortir du Nucléaire » à l'État et à Areva, malgré le flou sur leur localisation.

« Sortir du Nucléaire (SDN) - Trégor n'affirme rien, nous ne faisons que poser des questions suite à notre travail d'investigation », annonce d'emblée Laurent Lintanf, membre de l'association. Le collectif a réalisé un inventaire des anciens sites de prospection ou d'exploitation d'uranium dans le Trégor. Pour cela, les militants se sont basés sur des données du BRGM (Bureau des recherches géologiques et minières) et sur leur travail d'enquête qui a duré des mois. Équipés de radiomètres, ils ont effectué des mesures sur place révélant des « taux de radioactivité des sols parfois 5, 10 et même 20 fois plus élevés que la normale ». Des chiffres qui ont alerté le collectif. Il apparaît alors, selon SDN-Trégor, qu'une soixantaine d'anciens sites uranifères, datant pour la plupart des années 50, sont localisés dans le Trégor. Néanmoins, Pierrick Graviou, géologue au BRGM, a été surpris d'apprendre l'éventuelle existence de ces sites dont lui-même n'avait pas connaissance.

Après 2018, Areva restera responsable

En charge du suivi de ces sites : Areva. À la demande de la préfecture de Saint-Brieuc, le numéro un mondial du nucléaire a rendu un premier rapport, « Bilan environnemental », en fin d'année 2012. Le rapport étant jugé incomplet par les autorités, un délai d'un an supplémentaire lui a été accordé. « C'est scandaleux », réagit Laurent Lintanf, « sachant que, selon nos informations, la loi prévoit qu'à partir de 2018, ce n'est plus Areva qui aura la charge de suivre ces sites mais les collectivités locales ». Areva conteste : « 2018 représente la fin de la concession, autrement dit du droit d'exploitation par Areva, ce n'est en rien la fin de notre responsabilité ».

Chiffres contradictoires

Les membres de SDN-Trégor s'interrogent : « Pourquoi certains sites n'apparaissent-ils pas dans l'arrêté préfectoral qui donne obligation à Areva d'en établir un état des lieux ? ». Si l'on en croit les données de SDN, 55 sites auraient ainsi été oubliés. Mais si l'on en croit Areva, « 20 nouveaux sites ont été identifiés en Bretagne, dont 11 en Côtes-d'Armor, sur lesquels ont été faites des analyses

environnementales avec des prélèvements d'eau transmis aux administrations. Il a été établi qu'il n'y avait aucun risque sanitaire et environnemental. Nous sommes actuellement en train de réaliser un bilan complémentaire qui sera rendu prochainement ».

De quoi attirer l'attention des élus

Si SDN-Trégor a choisi cette période pour dévoiler le résultat de ses recherches, ce n'est pas un hasard. Laurent Lintaf ne s'en cache pas. « En période municipale, nous informons les élus d'aujourd'hui mais aussi ceux de demain ». Le collectif organisera une réunion publique d'information le lundi 20 janvier, à la mezzanine des Ursulines à Lannion. Les élus sont bien sûr invités à s'y rendre...

Clément Hebral

https://www.letelegramme.fr/ig/generales/regions/cotesarmor/uranium-les-sites-tregorrois-posent-que-stion-18-12-2013-2341984.php#go_reactions